

dit passe par une oreille et sort par l'autre. Le peuple canadien ne peut plus le croire.

Pendant la campagne électorale, nous avons été nombreux à dire que par suite du traité de libre-échange avec les États-Unis, on allait commencer à démolir les programmes sociaux et à aligner à la baisse nos normes sur celles du Tennessee, du Texas ou de la Caroline du Sud. Le premier ministre a déclaré que son gouvernement ne toucherait pas aux programmes de développement régional, aux pensions ou aux allocations familiales. Il a ensuite parlé de tout ce qu'il ne ferait pas et qu'il a fini par faire, le budget en fait foi. Tout ce que le premier ministre a dit qu'il ne ferait pas, il le fait. Il renie ses promesses l'une après l'autre. Nous ne nous fions plus aux déclarations du premier ministre. De toute évidence, il ne dit pas ce qu'il pense ou il ne sait pas ou ne comprend pas ce qu'il dit.

• (1250)

Mon ami s'interroge sur l'avenir. Nous luttons depuis des décennies pour bâtir un pays à nul autre pareil. Nous avons bénéficié d'un très haut niveau de vie. Grâce à des programmes sociaux très bien conçus et adaptés aux besoins, nous avons eu la tranquillité d'esprit. Quelqu'un qui se retire à 65 ans pouvait compter sur une pension. Quelqu'un qui élève une famille pouvait compter sur les allocations familiales. En cas de maladie ou de blessure, on n'a qu'à se rendre à l'hôpital pour être soigné.

Mais à cause des décisions du gouvernement actuel, certains éléments de ces systèmes disparaissent. Environ 128 000 personnes âgées devront remettre leurs pensions de vieillesse. Le gouvernement conservateur récupérera par l'impôt les prestations d'allocations familiales versées à plus d'un demi-million de familles qui élèvent des enfants. Où le gouvernement s'arrêtera-t-il?

Dans le bon vieux temps, nous décidions nous-mêmes de l'avenir de notre pays. Dans des villes comme Vancouver, Kamloops, Toronto, Montréal et Regina, nous prenions des décisions pour l'avenir du pays parce que nous étions en mesure, à l'intérieur de notre système économique, d'exercer un certain contrôle sur les sociétés. Mais comme le gouvernement a vendu le pays en signant l'Accord de libre-échange, les décisions quant à l'avenir de nos enfants ne seront plus prises chez-nous, au Canada, mais plutôt à Omaha, à Los Angeles, à New York, à Dallas et à Houston.

### Les crédits

Je douterais fort qu'un Texan de Houston tienne compte du bien-être de nos enfants quand il lui faudra décider, pour bien gérer ses investissements, s'il doit fermer une usine, lancer une nouvelle gamme de produits ou promouvoir la recherche et le développement.

Nous avons mis des années d'acharnement à construire, un système qui fait l'orgueil de nos citoyens. Le gouvernement conservateur est en train de le démanteler. Jour après jour, ces programmes sont minés et détruits simplement pour permettre au premier ministre de réaliser son rêve qu'un jour le Canada fera partie des États-Unis, de ce pays où l'assurance-santé universelle et les régimes de pension universels n'existent pas. A le voir aller, c'est sûrement le but que s'est fixé le premier ministre.

**M. Nunziata:** Tout crime, monsieur le Président, suppose chez son auteur une intention, ce que le code pénal appelle le *mens rea*. C'est ce qui pousse le criminel à agir.

A mon avis, le gouvernement commet un crime en privant les générations futures de ce que nous avons mis de nombreuses années à élaborer. Le député pourrait-il m'expliquer ce que le gouvernement est en train de faire? En dépit de mes efforts, je n'arrive pas à comprendre ce qui le pousse à agir ainsi.

Le gouvernement parle du déficit. Ce n'est pas d'hier qu'il nous rebat les oreilles avec le service de la dette. Par ailleurs, nous savons qu'au moment où le gouvernement a accédé au pouvoir, l'endettement du Canada atteignait environ 170 millions de dollars. En moins de cinq ans, il est parvenu à presque doubler cet endettement. Dans ces conditions, le gouvernement conservateur sous la direction du premier ministre est responsable de la moitié de la dette nationale.

Étant donné que le déficit annuel constitue la principale préoccupation du gouvernement, trouve-t-il juste de sa part de demander à certains Canadiens d'assumer une partie de cette dette, alors qu'il demande à d'autres Canadiens d'en assumer une plus grande partie?

A l'Île-du-Prince-Édouard, par exemple, province dont la superficie est à peu près égale à celle d'une circonscription fédérale, les conséquences seront absolument désastreuses. Pourrait-il nous dire, compte tenu de ces motifs, si le gouvernement respecte l'équité et la justice économique en agissant ainsi?

**M. Riis:** Monsieur le Président, je sais gré à mon collègue de sa question. A mon avis, le mobile est clair.